Martinique : il faut exproprier les profiteurs de crise !



Depuis plus d'un mois, une mobilisation très importante se déroule en Martinique contre la « vie chère ». Elle a été initiée par le *Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens* (RPPRAC). La Martinique a connu ces dernières années d'importants mouvements sociaux :

- une grève générale en 2009, déjà contre la « vie chère » et la « profitation », qui avait permis d'obtenir une hausse des salaires de 200 € pour 60 % des salariés du privé, et qui prévoyait l'encadrement des prix des produits de première nécessité. Cette mesure n'a pas été appliquée.

- une mobilisation en 2021 contre le pass sanitaire et l'obligation vaccinale

Une étude de l'Insee publiée en juillet 2023 (https://www.insee.fr/fr/statistiques/7649202) a montré que l'écart de prix entre la Martinique et la France métropolitaine atteint + 14 % en 2022. L'écart de prix atteint des sommets pour l'alimentation (+ 40 %) ou les services de communication (+ 37 %). Cet écart n'est en outre pas spécifique à la Martinique : il est même supérieur en Guadeloupe (+ 16 %). Par ailleurs, les écarts de prix par rapport à la France métropolitaine se sont accrus depuis 2010, passant de + 10 % en 2010 à + 14 % en 2022.

Pourquoi les prix sont aussi hauts et ont augmenté aussi vite ?

Plus de 90 % des produits de consommation sont importés. Les produits sont fortement taxés à l'importation : droits de douane et octroi de mers représentent par exemple 12 % du coût des importations pour la viande ou 15 % pour les boissons non alcoolisés. Mais ce sont surtout les marges du transport maritime et de la grande distribution qui expliquent ces prix obscènes. Trois grands groupes se partagent en effet le marché et les franchises de la grande distribution : GBH (Groupe Bernard Hayot), Parfait et Despointes. CMA CGM est en situation de quasi-monopole dans la desserte des îles, et fonctionne main dans la main avec la grande distribution.

Une mobilisation puissante fortement réprimée

La mobilisation organisée par le RPPRAC a pris la forme de manifestations, de blocages de supermarchés, d'actions coup de poing aux caisses. Mais elle a largement débordé

le cadre fixé par le RPPRAC. Il faut dire que la colère est très forte, et la population est déterminée à obtenir des résultats. Face à cela, le gouvernement ne donne aucune réponse et joue la carte de la répression et de la criminalisation. On compte déjà plusieurs morts. Des tables rondes ont été organisés entre les représentants de l'État, les collectivités locales, le patronat local et le RPPRAC. Elles n'ont débouché sur rien jusqu'ici. Le gouvernement ne parle que de « rétablir l'ordre » sans répondre aux revendications de la population. Pire, dans le cadre de la préparation du budget 2025, le gouvernement prévoit une baisse importante (- 9 %) du budget spécifique alloué aux Outre-Mer, qui représente environ 10 % de la dépense publique en faveur de l'Outre-Mer. C'est le poste « *conditions de vie outre-mer* », qui porte toutes les dépenses du quotidien (continuité territoriale, logement, aménagement du territoire, financement des collectivités, plan séisme…) qui subirait le plus les coupes, avec des crédits qui passerait de 1,28 Md€ à 810 millions.

Mercredi 9 octobre, une journée « Ile morte contre la répression » a été organisée par le RPPRAC et une vingtaine d'organisations syndicales et associations. Elles exigent notamment le départ des CRS de Martinique et l'arrêt de la répression policière. Suite à cette journée, la mobilisation est montée d'un cran, et se transforme bien souvent en émeutes, incendies de gendarmeries ou d'entreprises. De nombreux axes routiers sont bloqués. En réaction, le pouvoir a décrété l'interdiction pure et simple des « *manifestations, attroupements et autres rassemblements revendicatifs* », ouvrant la voie à une escalade de la répression.

Quelles solutions pour sortir de la crise ?

Il faudrait bien sur obtenir un blocage des prix des produits de première nécessité. Cela avait été obtenu sur le papier en 2009, mais les gros capitalistes du transport maritime et de la grande distribution ont eu les moyens de s'asseoir dessus, avec l'appui du gouvernement de la métropole. Il faut aujourd'hui mettre hors d'état de nuire ces grands groupes monopolistes. Il faut les exproprier et nationaliser ces entreprises en situation de monopoles, c'est la véritable solution à la problématique de la « vie chère ».

Gaston Lefranc, le 16 octobre 2024